Cause Commune

*Méthodologie de politique d’action sociale communale de*

*Chavannes-près-Renens*

Responsables du projet :

Loubna Laabar, Municipale en charge de la Cohésion Sociale, Enfance, Jeunesse

Jean-Pierre Rochat, Syndic de la Commune de Chavannes-près-Renens

Propriétaires de la méthodologie :

Commune de Chavannes-près-Renens

Université de Lausanne

Auteurs :

Alain Plattet, Chef du Service Cohésion Sociale, Enfance, Jeunesse, Chavannes-près-Renens

Dario Spini, Professeur en psychologie sociale et parcours de vie, Directeur du centre de recherche LIVES

Janvier - 2018

Table des matières

[Contexte : 3](#_Toc504982342)

[But principal : 4](#_Toc504982343)

[Buts secondaires : 4](#_Toc504982344)

[Méthodologie de travail social communal « Cause Commune » : 4](#_Toc504982345)

[Les présupposés de la démarche : 4](#_Toc504982346)

[*1.* Travailler par « quartiers » : 5](#_Toc504982347)

[*2.* Améliorer la coordination entre les acteurs de la société civile et des services communaux 7](#_Toc504982348)

[*3.* Créer et assurer un pôle de compétences et de ressources d’accompagnement et de recherche: 9](#_Toc504982349)

[Les étapes de la méthodologie Cause Commune : 12](#_Toc504982350)

[1. L’écoute : 13](#_Toc504982351)

[2. Réflexion et de co-construction : 15](#_Toc504982352)

[3. Action et communication : 17](#_Toc504982353)

[Organisation par public : 17](#_Toc504982354)

[Organisation du SCS : 18](#_Toc504982355)

[Coordination : 20](#_Toc504982356)

[Budget annuel : 21](#_Toc504982357)

[Bibliographie : 22](#_Toc504982358)

[Annexes 24](#_Toc504982359)

Contexte : les développements actuels des lois cantonales sur le développement territorial imposent une densification urbaine massive (*lois sur l’aménagement du territoire*, LAT), et le contexte local propre à l’identité de l’Ouest Lausannois qui se veut cadré par le *Schéma directeur de l’Ouest Lausannois* (SDOL - 2004), impliquent que les priorités des politiques d’action communale de Chavannes-près-Renens se situent volontairement et prioritairement dans une disposition et une vision de développement urbain qui incluent les questions de transport et d’environnement (un préavis demande un plafond d’endettement à 90 millions en en 2016[[1]](#footnote-1)). Cette priorité a créé de belles synergies intercommunales et permis à différents acteurs de se coordonner (Groupe technique mobilité, tl, MBC, Hautes Écoles, PolOuest, etc.), et surtout, va permettre à la Commune de recevoir environ 9'000 habitants de plus d’ici à l’horizon 2025 (développement des quartiers : des Cèdres, Taluchet, Anciennes Serres, Bourdonnette, Dorigny, etc.). 9'000 habitants, c’est plus que la population chavannoise actuelle d’environ 7'600 habitants.

L’action sociale communale, n’a pas suivi le même développement. Ces 30 dernières années, l’action sociale chavannoise s’est définie au travers de la réalisation de diverses prestations dictées par le domaine « des affaires sociales » au niveau cantonal et fédéral (assurances sociales, octroi d’aides et de subventions diverses) et (depuis 10 ans) par le développement des structures de l’Enfance (structures pré et parascolaires, relativement aux développements de la Loi sur l’accueil de jour des enfants).

L’animation socioculturelle au niveau communal a vu le jour depuis 2012, au moment où Chavannes-près-Renens commençait à bénéficier d’un petit pourcentage de l’action d’un travailleur social de proximité de la commune d’Ecublens. Malgré le peu de moyen, depuis 2013, la Commune et son service de la *Cohésion Sociale, Enfance, Jeunesse* initient ses premiers projets sociaux d’ordre socioculturel en se munissant de travailleurs sociaux de proximité[[2]](#footnote-2), en collaborant de manière plus proactive avec les structures et associations locales et cantonales (collèges, *JOuest*, SPJ, AAS, *Villa Yoyo*, *le Club des aînés*, *Pro Senectute Vaud*, *Arc-Echange*, etc.). Grâce à la pugnacité de la Municipale en charge du service, Madame Loubna Laabar et aux savoirs faire du terrain, le service met en place plusieurs projets répondant à des besoins politiques immédiats et prioritaires[[3]](#footnote-3).

Ces dernières années, le service « animation » s’est donc construit une identité de prestataire, ceci sans avoir jamais posé de réelle méthodologie d’action sociale communale[[4]](#footnote-4) ancrée dans le métier de l’animation socioculturelle. Cette identité est d’autant plus marquée que, depuis plus de 3 ans, la succession des chefs de service à sa direction (4 chefs en 3 ans) a encore favorisé cette politique d’action « par projet » et fragilisé une réelle construction d’identité de métier propre au travail social.

Ce document veut donc proposer une méthodologie d’action sociale communale ancrée dans le métier du social qui puisse continuer de répondre aux besoins et enjeux des politiques, mais également aux enjeux :

* De toute la mixité de sa population ;
* De l’augmentation massive de la population à l’horizon 2025 ;
* Couplé de l’animation, de l’éducation et de la culture ;
* Des évolutions des thématiques sociales et sanitaires d’aujourd’hui.

But principal : la construction d’une méthodologie novatrice d’application de la politique d’action sociale communale (et, de surcroit, intercommunal) qui bénéficie à la santé de tous ses habitants (santé dans un sens large, voir p. x ).

Buts secondaires : la méthodologie, en s’appuyant sur différents présupposés (axiomes, voir chapitre sur les présupposés de la démarche en p.2) peut créer une culture du travail social qui veut :

* *Créer de l’implication citoyenne ;*
* *Favoriser la participation des enfants et jeunes selon la Politique Enfante Jeunsesse (2017)[[5]](#footnote-5) ;*
* *Favoriser une culture du « faire avec » et non du « faire pour » ;*
* *Favoriser la capacité d’agir (empowerment) ;*
* *Permettre aux professionnels du SCS d’avoir du temps et d’être dans la proximité avec les habitants afin d’être de véritables relais d’information ;*
* *Penser en terme de politique des âges (en intégrant de manière égale dans les projets toutes les générations contenues au sein de la population locale) ;*
* *Promouvoir et s’appuyer sur l’autogestion ;*
* *Créer des synergies novatrices de partenaires de différents domaines ;*
* *Améliorer la coordination des actions entre acteurs de la société civile et les structures communales ;*
* *Créer et diffuser du savoir sur les expériences ;*
* *Devenir un modèle de référence de développement communal pour d’autres communes.*

Méthodologie de travail social communal « Cause Commune » : la suite du document présente la méthodologie de travail social communal « Cause Commune » en exposant les présupposés et des conditions qui la sous-tendent, un cycle complet qui se répète chaque 4 an, des étapes annuelles qui rythment le travail par secteur au sein de la commune, des indicateurs de réussites (objectifs, résultats, quantifications et délivrables[[6]](#footnote-6)), les principaux partenaires envisagés par la démarche et les moyens nécessaires pour la réaliser (coûts, structures et outils).

Les présupposés de la démarche : la méthodologie s’appuie sur trois présupposés pour un travail de cohésion sociale efficace à l’échelle de la Commune :

1. Travailler avec et par des quartiers (avec tous ses habitants et acteurs) ;
2. Améliorer la coordination entre acteurs de la société civile et des services communaux ;
3. Créer et assurer un pôle de compétences expert de l’innovation sociale et de la santé publique qui puisse jouer le rôle de groupe ressources aux différents acteurs.
4. Travailler par « quartiers » :de manière générale la municipalité croit à un travail cohérent de cohésion sociale qui s’organise par quartiers[[7]](#footnote-7). Pour rappel, c’est également une des raisons principales qui a fait qu’Alain Plattet (psychosociologue, spécialisé en gérontologie psychosociale) soit engagé au poste de Chef de service de la Cohésion Sociale, Enfance, Jeunesse : étant lui-même considéré comme un spécialiste du travail social communautaire au sein des quartiers pour favoriser le lien social[[8]](#footnote-8).

Les raisons de cette efficacité sont relevées par plusieurs auteurs, par les points principaux suivants :

* Importance de sens ; le quartier est un lieu qui possède une atmosphère, une particulière qui est un ancrage pour tout un chacun. Il génère souvent un attachement important en lien à une identité commune dont ses habitants se nourrissent (les gens s’identifient à leur lieu de vie) [[9]](#footnote-9), il est ainsi porteur de sens pour tout un chacun. Travailler ce sens est un levier reconnu du travail social collectif.
* Fédérateur d’implication ; au vue de son importance identitaire, les habitants s’impliquent volontiers pour des actions citoyennes qui concernent leur environnement de proximité. Les actions générées sont aisément perçues comme étant une plus-value de qualité de vie (son quartier devenant vivant, à l’opposé d’un quartier dit « dortoir »). Comme les acteurs sont des habitants concernés, ils ont également tendance à s’impliquer sur le long terme et non pas seulement dans des projets One Shot. Souvent, le fait d’y vivre, est également un aspect qui facilite énormément l’implication citoyenne.
* Intergénérationnel et interculturel ; le bénéfice du travail intergénérationnel et interculturel pour la création de lien social est un acquis au sein des bonnes pratiques du travail social[[10]](#footnote-10). Comme les quartiers sont des lieux inclusifs de toutes les populations, travailler à leur échelle permet d’impliquer de facto toutes les populations. Viser des quartiers dans leur ensemble est donc un levier efficace pour assurer une politique des âges et des cultures.
* L’interdisciplinarité : Le canton de Vaud a un rôle pionnier en voulant utiliser des actions communautaires pour améliorer la qualité de vie et la santé publique. De telles approches innovantes demandent une approche interdisciplinaire innovante qui allie action sociale et santé de la population, plutôt que de les traiter indépendamment.

Travailler par quartier pose cependant un défi d’envergure : si on considère que la commune possède 15 identités de quartier différentes (voir annexes n’), l’époque où le service possédera un, voire plusieurs animateurs pour chaque quartier n’est pas encore arrivée (par comparaison à la Ville de Lausanne où chaque centre de quartier possède un centre animé par 3 ou 4 animateurs socioculturel à 70%, voir : [http://www.fasl.ch/](http://?) pour plus d’informations). Pour rappel, le service SCS possède actuellement en tout est pour tout 1.2 EPT de forces de travail d’animation destinée aux actions « terrains » pour couvrir l’entièreté des 15 quartiers et des 7'500 habitants de la commune.

Ainsi, pour suivre les idées et les lignes directrices de la municipalité d’agir par logique de quartier, il est nécessaire de procéder par étapes graduelles. Pour ce faire, une idée originale de la méthodologie est de procéder à un travail par quartiers d’une zones particulières en réalisant des « tournus » et non pas d’assurer des présences continuelles d’animation au sein de ceux-ci. Ainsi, la méthodologie propose comme point essentiel de subdiviser la commune en trois « zones » qui sont celles : du Nord, du Centre et du Sud. Chaque année, le service orientera son travail dans des quartiers de ces zones de manière à couvrir l’entièreté de la commune dans un cycle de travail de 4 ans.

La répartition des quartiers par zone est imaginée comme suit :

|  |  |
| --- | --- |
| Zones | Quartiers |
| Nord | *Epenex, Ramiers, Prefaully, Blancherie,* |
| Centre | *Gare, Cèdres* |
| Sud | *Mouline, Les Berges, Tilleuls-Plaine, Maladière-Cerisaie, Champ-Fleuri.* |

|  |  |
| --- | --- |
| **Répartition des zones imaginées sur la Commune** | A noter : |
| Map_communale_3Etages | Le cycle en 4 ans permet aux politiques de s’assurer qu’ils vivront un cycle complet au sein de leurs législatures (5 ans). Les trois premières années dans les zones indiquées, puis à un niveau plus général pour évaluer et diffuser les résultats en dernière année.  Comme condition : le travail nécessaire à l’approche des différentes populations nécessite des compétences liées à des spécialisations spécifiques de l’animation socioculturelle. Il est évident que l’on n’agit pas de la même manière avec des adolescents qu’avec des parents ou les seniors. Dans ce sens, l’organisation nécessaire au sein du Service SCS sera décrite plus tard. |

Comme la démarche veut permettre de « faire avec » les habitants (et autres acteurs) et non « pas pour », l’animation socioculturelle proposée durant ces cycles annuels devra permettre à ceux-ci de créer ce qu’ils désirent et de s’autonomiser pour la suite. Bien sûr, après une année de travail, il ne sera pas question de lâcher les habitants dans la nature, mais plus de les suivre comme partenaires et non de les porter eux ou leurs projets. L’essentiel de cette méthodologie d’action sociale communale repose donc sur ce présupposé que travailler dans la proximité des quartiers permet de :

* *Faire la connaissance d’habitants et de constater leurs réalités ;*
* *De les accompagner dans la réflexion de piste de solution qui les concernent et les impliquent ;*
* *Faciliter des engagements, des prises de rôles sociaux  et des gains de compétences (empowerment) ;*
* *Créer de l’implication par l’effet de « boule de neige ».*

Cette méthodologie s’ancre donc dans une vision de travail social résolument collectif où l’acteur professionnel accompagne et facilite les actions citoyennes et ne les porte pas lui-même[[11]](#footnote-11). Cette manière de faire et de favoriser la stimulation des différentes motivations des habitants sont non seulement éprouvées, mais également reconnus comme efficaces et économiques. Bien entendu, au fils des années, avec la promotion et la naissance de nombreux projets, les besoins en coordination et en suivi de projets vont augmenter sur le moyen et long terme. Ces besoins sont repris plus loin dans le chapitre « organisation du SCS » (p. à déterminer).

1. Améliorer la coordination entre les acteurs de la société civile et des services communaux : selon l’Académie Suisse des sciences humaines et sociale, il existe bel et bien une recette magique pour créer de la cohésion sociale à l’échelle des villes et des communes, ceci en créant avant tout : *« un dialogue ouvert d’égal à égal entre société civile et administration publiques. Tout d’abord « ouvert » : il est indispensable que les administrations publiques considèrent les propositions de la société civile avec intérêt, alors que les responsables de projets doivent prendre en considération les exigences et les propositions de l’administration afin d’adapter leur projet aux structures existantes. Ensuite « d’égal à égal » parce que, dans une Suisse au système politique de milice où la frontière entre administration et société civile n’est pas toujours claire, l’Etat et la société civile se doivent de trouver des solutions main dans la main, au profit de tout le monde et du « vivre ensemble ». La recherche de langages communs (par exemple en démontrant les épargnes que permettent à long terme les projets intergénérationnels) ou encore la création de structures adaptées (par exemple la nomination d’une personne responsable du domaine « générations » au sein de l’administration) peuvent être des atouts favorisant le dialogue »[[12]](#footnote-12).*

L’objectif de coordination entre société civile et structure administrative est en fait synonyme de la mission générale d’un service social d’administration. Entendre les besoins, les attentes des habitants et construire avec leurs ressources est ni plus ni moins la finalité du travail de cohésion sociale à produire dans une commune[[13]](#footnote-13). Notons que souvent les structures communales s’éloignent trop des réalités des habitants soit parce qu’elles :

* Sous-traitent ce travail avec à des partenaires (association diverses, fondation, Hautes Ecoles) et se coordonnent peu, ou pas assez avec eux ;
* N’effectuent pas ou peu de travail terrain étant trop impliqué dans le travail administratif et ses logiques propres.

La spécificité de la méthodologie Cause Commune veut donc permettre :

* Un meilleur rapprochement et pilotage des projets en cours (porté par différents partenaires) ;
* Augmenter sa présence terrain en créant elle-même des moyens d’écouter, d’évaluer et de co-construire avec sa population.

**Cet aspect de recherche de meilleures solutions coordination  entre société civile et secteur public va permettre de développer de nouveaux systèmes de gouvernance impliquant de manière novatrice les professionnels, habitants et différents acteurs communaux.**

A noter :

* L’aspect centré sur la coordination et le « faire ensemble » sont ce qui différencie le projet *Cause Commune* d’un projet comme celui de « Commune en santé » qui est ciblé sur une thématique particulière. L’idée est de reprendre la main la coordination des projets socio sanitaires en général et non pas d’un sujet particulier appartenant à l’un ou à l’autre. L’enjeu est donc la culture de coordination que la commune développe et met à disposition de différents projets et non pas ce qu’il développe envers une thématique particulière ;
* Les enjeux du projet vont donc naturellement développer les pratiques de coordination avec la population (des projets terrains portés par la Commune), mais également en interne du service (créer une culture de travail), avec les différents services en général (créer une culture interdisciplinaire) et, finalement, avec les différents prestataires de la région et du canton qui œuvrent d’une manière ou d’une autre sur le territoire communal (devenir un pôle actif et reconnu sur la scène cantonale) ;
* Comme conditions :
  + Le projet demande une participation des représentants politiques (les différents municipaux) aux phases de réflexion du projet avec les habitants dans différents groupes de travail ;
  + Développer les statuts internes des professionnels du SCS pour organiser des références liées aux différents publics (générationnelles) ;
  + Développer les forces internes du SCS pour permettre l’opérationnalisation de Cause Commune.

1. Créer et assurer un pôle de compétences et de ressources d’accompagnement et de recherche: l’organisation du travail social demande une organisation pertinente, efficace et coordonnée. Un des enjeux de cette méthodologie est donc de proposer une méthode de gouvernance qui inclut un étage d’interaction avec les habitants, mais également avec des experts et la recherche sur les thématiques concernées. Ces connexions doivent assurer de pouvoir agir tout en ajoutant un maximum de réflexions utiles sur les actions entreprises[[14]](#footnote-14). A cette fin, trois groupes de compétence et activités intégrés seront développés[[15]](#footnote-15).

Un premier groupe de coordination sera créé. Ce groupe pourra suivre le processus et conseiller les différents acteurs (commune, responsables du projet, chercheurs).

Un deuxième groupe d’experts, le groupe de consultation, comportant au moins un membre du groupe de pilotage, sera à disposition des habitants pour des échanges et la définition d’un cadre commun de réflexion. Par exemple on peut anticiper que des thèmes comme bla qualité de vie, l’identité de quartier ou de la commune, la diversité, l’intégration, la cohésion, le bien-être, les générations, les communautés, la santé soient des thèmes qu’il faille définir et discuter en commun. Ce deuxième groupe servira également de groupe de recherche. Les discussions avec les habitants nourriront les recherches et des discussions iront aussi dans le sens d’une participation active des habitants dans la définition de la recherche.

Les personnes pressenties pour ces deux groupes sont les suivantes (listes à finaliser):

|  |  |
| --- | --- |
| **Groupe de pilotage** | **Groupe de consultation et de recherche** |
| - Jacques Cornuz, Directeur Alliance Santé, Médecin chef  *- Odette Crosier*.  *- Alain Plattet*  - *Stéfanie Monod*, Cheffe du service de la santé publique du canton de Vaud  - *Delphine Sordat Fornerod*, Cheffe de projet à la Fondation Leenaards ;  - *- Dario Spini* (UniL, prof. de psychologie sociale et directeur du Centre de Recherche LIVES | - *Dario Spini* (Directeur LIVES et ISS, UNIL)  *- Annahita Ehsan*, (doctorante, santé publique (ISS et LIVES, UNIL)  - *Davide Malatesta*, (UNIL, MER, ISSUL)  - *Davide Morselli* (UNIL, MER, psychologue social, ISS)  - *Valérie Hügentobler* (sociologue, HES-SO et LIVES, EESP)  - *Nicolas Sommet* (UNIL, MER, psychologue social, ISS)  - *Félix Bühlmann* (sociologue, ISS, UNIL)  - *Daniela Jopp* (psychologue, IP, UNIL)  - *Stéphane Joost* (épidémiologie spatiale, EPFL) |

Projets de recherche. Le groupe de consultation et de recherche proposera différentes formes de recherche permettant de mesurer l’impact du processus de consultation et de transformation du travail social dans la commune sur les habitants en terme de qualité de vie et de santé psychique et physique.

Une activité continue durant le processus participatif de Cause commune sera la mise à disposition de l’expertise du groupe de consultation et de recherche pour les participants (travailleurs sociaux et habitants) afin de dégager des cadres de référence partagés et basé sur les connaissances les plus récentes et établies dans le domaine des sciences sociales. Des rencontres régulières au moins deux par année seront organisées afin de travailler sur les objectifs et les moyens d’améliorer la cohésion, l’intégration et la capacité d’agir, en un mot l’amélioration de la qualité sociale[[16]](#footnote-16) au sein de la commune.

Le groupe de recherche proposera également de nouvelles activités promouvant la santé des habitants. Quelques exemples de thèmes de recherche :

* 1. *Enquête longitudinale de la participation sociale dans la commune et ses effets sur le capital social, la santé psychique et physique.*

Ce projet a deux objectifs un de recherche et l’autre d’évaluation. La recherche permettra d’évaluer les liens entre activités sociales au sein de la commune, capital social (sentiment de pouvoir compter sur les autres, appartenances à des réseaux ou groupes) et santé (globale, physique, mentale et psychosociale). Une enquête longitudinale (impliquant une population représentative des trois zones de la commune et des groupes d’âge : 18-34 ; 35-54 ; 55 et plus) sera lancée dès que possible afin d’avoir une mesure de départ et répétée tous les deux ans afin d’avoir un suivi. La population sera tirée au sort sur la base des fichiers de l’état civil sur la population adulte. Le deuxième objectif possible de cette recherche sera d’évaluer la progression des indicateurs au fil du temps et de la structuration de l’activité de Cause Commune et de donner des indicateurs factuels sur les effets observables dans le temps. Cette recherche devra trouver financement auprès de fonds tiers (Fondation Leenards, Canton, etc.) pour un poste à 50% de chargé de recherche. Des étudiants du cours master *Parcours de vie vulnérabilité* en sciences sociales seront également mobilisés dans ce projet.

BUDGET

* Un poste à 50% de chargé de recherche avec les tâches suivantes : 1) préparation, mise en œuvre, analyses et publications liées à l’enquête longitudinale; ~45’000 CHF / an.
* Matériel d’enquête : 1000 francs chaque deux ans.

* 1. *Parcours d’activités-santé au sein de la commune (responsables de projet Davide Malatesta et Kevin Rosianu, Association WhyMove)*

Ce projet propose de développer 1 à 3 parcours pédagogiques (respectivement 1 pour tout Chavannes ou 1 parcours par zone ou par groupe cible, voir page 6) sur les bienfaits de l’activité physique journalière sur la santé des personnes à l’aide d’une application *smartphone*. Pour ce faire, nous nous baserons sur les technologies informatiques déjà développées dans le cadre du projet *Aristote* ([http://whymovesuisse.wixsite.com/whymove/aristote](http://?)). Le but de l’application sera de permettre aux participants de connaître les bienfaits de l’activité physique en marchant et en découvrant Chavannes comme terrain de jeu et de pratique. De plus, le contenu de cette application mettra à disposition des participants les notions nécessaires à la reprise de l’activité physique. Celles-ci seront illustrées mais aussi pratiquées par les participants lors du parcours pédagogique. Ce(s) parcours consistera en un itinéraire qui se déroulera au sein de la commune de Chavannes avec des contenus théoriques et pratiques qui se débloqueront à des points spécifiques de la ville grâce à la connexion GPS du *smartphone* (i.e., postes du parcours). Une quantification objective du niveau d’activité physique journalière avant et après (e.g., 1-6 mois) la participation à ce parcours pourra être envisagée pour évaluer l’impact de ce type d’expérience sur le style de vie et les activités physiques des participants. Ce(s) parcours pourront aussi être utilisés par la commune comme moyen de découverte de la ville de Chavannes par ses habitants ou par les touristes et par l’école de Chavannes pour sensibiliser les plus jeunes à l’importance de la pratique de l’activité physique pour la santé et pour leur faire découvrir leur lieu de résidence.

Cette recherche devra trouver financement auprès de fonds tiers (Leenards, Canton, etc.) pour un poste à 50% de chargé de recherche. Des étudiants du cours master de l’ISSUL de l’orientation « Activités Physiques Adaptées et Santé (APAS) »seront également mobilisés dans ce projet.

#### Budget

* Un poste à 50% de chargé de recherche avec les tâches suivantes: 1) Collaboration avec l’autre chargé de recherche sur la partie évaluation physique et quantification de l’AP journalière (voir point a ci-dessus) ; 2) Mise en place du contenu théorique du parcours et lien avec les développeurs informatiques de l’application : ~45’000 CHF / an.
* Appareils de mesure de l’activité physique journalière : 4000 CHF / 10 unités.
* Développement de l’application : ~40’000 CHF.

#### Un partenariat novateur

A ce sujet, et c’est un défi majeur et novateur pour la Commune, l’enjeu est de créer un partenariat fort avec l’Université de Lausanne sur le long terme. Le bâtiment de Géopolis et le Centre de recherche interdisciplinaire LIVES (voir [www.lives-nccr.ch](http://?)). étant sur le territoire communal ce partenariat permettra de réaliser, finalement, des projets en commun tout en profitant à chacun.

Pour la Commune, le bénéfice sera de profiter des expertises propres au groupe de consultation et recherche créé pour le projet, mais également de bénéficier de mise à disposition de ressources sous forme de forces humaines (stagiaires, doctorants, experts) et de structures propres à l’Université de Lausanne (salles, outils de communication, parutions d’articles scientifiques, communication, etc.). En effet, Géopolis accueille en son sein le centre de recherche LIVES qui s’intéresse aux parcours de vie dans leur contexte dans une perspective interdisciplinaire. Ce centre de recherche interdisciplinaire (sciences sociales, psychologie, économie, sciences de la vie) regroupe un nombre important de chercheurs impliqués dans la recherche sur les parcours de vie et les vulnérabilités. Ce centre dispose également de ressources humaines pour assurer le transfert des connaissances et la communication vers les professionnels et le grand public.

Visée partenariale voulue :

## Les étapes de la méthodologie Cause Commune :

Comme décrit plus haut la méthodologie prévoit de réaliser un cycle complet pour couvrir l’entier de la Commune en 4 ans. 3 années dédiées aux projets par zones de la Commune et une année orientée sur un travail d’évaluation et de communication à l’échelle de la Commune et du travail réalisé sur les 3 ans.

Le séquençage d’une année dédiée aux projets relatif à une zone de la Commune veut suivre une logique qui suit 3 étapes :

* *1. Ecoute ;*
* *2. Réflexion et co-construction ;*
* *3. Action et communication.*

**Tableau d’un cycle annuel :**

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
|  | Ecoute  6 mois | Réflexion et co-construction  3 mois | Action et communication  3 mois |
| Les étapes du SCS | 1 mois :  Analyse préliminaire  5 mois :  Proximité | 3 mois :  Création de groupes de travail et préparation à un événement collectif. | Etablissement d’un rapport annuel et communication à son propos. |
| Les étapes du groupe coordination  Reprendre la tableau dans chapitre relatif ? | Validation et discussion des propositions ;  Définition des thématiques de recherche | Création - animation – recherche | Diffusion – évaluation- recherche. |

**Tableau d’un cycle complet** (4 ans):

|  |  |  |  |
| --- | --- | --- | --- |
| Quartiers du  Nord  1ère année | Quartiers du Centre  2ème année | Quartiers du  Sud  3ème année | Evaluation et diffusion  4ème année |
| Réalisation d’une année courante. | Réalisation d’une année courante. | Réalisation d’une année courante. | Réalisation d’un bilan général sur les 3 précédant cycle. |

Cette manière de faire est l’essentiel de cette méthodologie : étager le travail social annuel de la commune le séquençant de manière originale :

* La moitié de l’année pour écouter les besoins ;
* Un quart de l’année pour prioriser des actions et créer des groupes de réalisation ;
* Etablir une évaluation et diffuser les résultats.

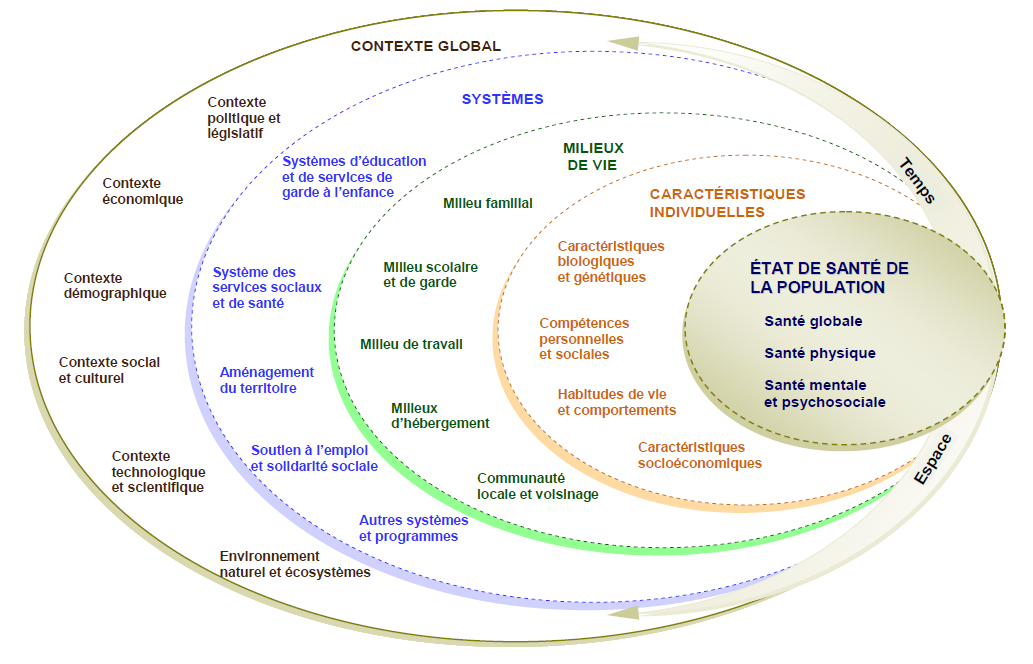
Bien sûr, l’entièreté du cahier des charges des professionnels du SCS n’est pas inclut dans cette dynamique. Nous verrons plus loin - dans le chapitre organisation du SCS, quelles forces de travail sont impliquées dans cette méthodologie et comment.

### L’écoute :

Afin de connaître les besoins, attentes et ressources de ses habitants, le SCS investiguera directement les principaux intéressés en allant à leur rencontre – réalisant une phase d’écoute annuelle de 6 mois. Cette étape prévoit différentes étapes :

1. L’analyse préliminaire (1 mois de travail) : pour évaluer une priorité d’action entre les différents quartiers pour chaque membre du personnel du SCS concerné. Pour se faire, le professionnel doit impérativement réaliser un bilan de ce qui a été fait jusque-là dans ces différents quartiers[[17]](#footnote-17) et qu’elles sont leurs actualités respectives, afin de préaviser sur une thématique, un public et un quartier prioritaires.
   1. Délivrables :
      1. SCS : document *d’analyse préliminaire (environ 2 pages),* qui décrit la priorité de traiter une thématique avec un public donné et la faisabilité de ce travail (attentes, enjeux, ressources). Ce document est évalué par le SCS, mais également par le pôle de compétence de Cause Commune (cette double validation assure une cohérence et une pertinence d’action en lien avec la méthodologie).
      2. Groupe coordination :
   2. Les outils : sont du travail de documentation (à plusieurs niveaux), des rencontres avec des porteurs de projets, des collectivités qui vivent des thématiques particulières (qui rendent difficile le lien social).
      1. SCS *: Les déterminants sociaux de la santé [[18]](#footnote-18)(voir également schéma ci-dessous) ; Rapport social vaudois[[19]](#footnote-19) ; Indicateurs de santé communautaire propre au SCS[[20]](#footnote-20) ; Groupe Coordination :*

La santé de la population : sera déterminée par l’outil des déterminants sociaux de la santé, étant un concept fondateur de cette méthodologie « Cause Commune » :



1. Le travail de proximité (5 mois de travail) : la manière d’écouter se base sur la proximité à assurer avec les acteurs concernés - afin de les entendre dans leurs quotidiens sur les activités et thématiques qu’ils expérimentent. Les habitants et différents acteurs sont donc considérés comme étant les experts des thématiques qui le concernent.
   1. Délivrable : *documents de données brutes (notes d’entretiens, photos et films de séances particulières, etc.).*
   2. Les méthodes d’écoute : *peuvent-êtres multiples et sont choisies par les professionnels concernés du SCS (projets déjà en cours, séances collectives, entretiens individuels semi-directifs, participation à des événements, visite de lieux « diagnostic en marchant », etc.).*

**En bref,** les objectifs de la phase d’écoute sont :

* De choisir un public cible, des thématiques spécifiques et leurs quartiers relatifs ;
* Atteindre son public cible : enfants, jeunes et familles et les seniors afin d’établir avec eux une interaction collective qui permette de :
  + Connaître leurs besoins (bio-psycho-sociaux et spirituels) ;
  + Générer des liens ;
  + Générer des ressources ;
  + Générer des implications ;
  + Créer des compétences ;
  + Rapprocher les habitants des professionnels ;
  + Travailler les identités de quartier ;
* Créer du savoir sur les pratiques et les diffuser.

### Réflexion et de co-construction :

Cette étape de trois mois est très importante, car elle permet d’assurer un mouvement de va et vient entre les personnes impliquées dans les groupes de réflexion et les habitants moins actifs dans la démarche. Cela dans le but de garder la démarche ouverte, et accessible à tous. Durant cette période, les référents et animateurs assurent un double travail :

* D’accompagnement des groupes de réflexions ;
* De préparation et de communication pour favoriser un maximum de participation à la rencontre collective.

L’accompagnement des groupes de réflexions est capital dans le travail des référents et autres professionnels dans la méthodologie Cause Commune. En effet, il est important de créer des espaces de travail ou différents types d’acteurs puissent se côtoyer. En soit, c’est un véritable défi. Car, souvent, les habitants s’identifient à deux tendances : ceux qui veulent aller de l’avant sur du concret (pose d’objectifs et résultats visibles) et ceux pour qui le plus important c’est la rencontre et le partage (convivialité et recul sur l’action). Gérer ces différentes postures est un métier et un art qui demande beaucoup de compétences, d’expériences et de temps pour les professionnels et les habitants[[21]](#footnote-21).

Le tout est donc d’accompagner ces groupes en laissant (et assurant) une place à la diversité des rôles et des genres. Cela prend du temps et demande de l’application (réalisation de PV, création de charte de collaboration, travail sur le sens autant que sur les activités, etc.) : c’est pourquoi les préparations réflexives par « groupe d’âges »[[22]](#footnote-22) sont cruciales pour assurer à toute la démarche un caractère inclusif, respectueux des différences et capable d’autogestion et de transversalité.

Il convient de souligner qu’en plus de la diversité inhérente aux différents postures des habitants qui participent à ces groupes de réflexions, la participation des représentants politiques et des responsables des services concernés - ajoutent à la gestion de ces groupes des niveaux d’implications hiérarchiques diversifiés au sein de la commune. Ces présences de différents niveaux (politiques et hiérarchiques) demandent également aux professionnels de pouvoir travailler de manière pluridisciplinaire au sein du projet.

La préparation et la communication nécessaires à la réussite des rencontres de quartier (forums, fêtes, etc.) sont sous la responsabilité directe des professionnels de l’administration communale et des chercheurs impliqués. En effet, il convient de favoriser au maximum la participation de tous les publics à ces moments de réunion collective.

Les réunions collectives annuelles devant permettre de :

* *Faire l’état des lieux des réflexions concernant des thématiques importantes pour les quartiers d’une zone concernée ;*
* *Proposer des pistes de développement ;*
* *Réfléchir collectivement pour critiquer, étoffer les solutions proposées ;*
* *Choisir des priorités d’action pour le futur ;*
* *Assurer de la visibilité aux réflexions et aux actions futures pour toutes la Commune.*

Il faut contribuer à assurer : un lieu et/ou une salle de réunion qui soient adaptés à la réception de tous les groupes concernés, des moyens d’animation de grands groupes collectifs, une visibilité dans les médias locaux et des moyens de communiquer les résultats à toute la population Chavannoise (site internet, ouvrages, médias, etc.). C’est un aspect de gestion de projet à ne pas négliger (réservation de salles, obtention des droits relatifs, liens à la Presse, médias et partenaires, mailing aux habitants, coordination entre groupes de travail, etc.). Ces grandes réunions, doivent non seulement servir concrètement au processus d’avancer (par les choix et les choix de réalisation de mesures), mais veulent également valoriser les participants et porteurs des projets comme ayant réussis un événement d’importance collective (qui a impacté la collectivité de manière positive et efficace).

1. Délivrables :
   1. *document d’analyse d’une thématique par groupe de travail (environ 2 pages par thématique), qui décrit les enjeux de manière détaillée et qui propose des pistes de réflexion pour agir et améliorer la situation ;*
   2. *rapport sur la réunion de quartier ;*
   3. *photos, et autres documents qui amènent de la visibilité sur les activités réalisées (réunion de groupe, activités diverses, etc.).*

|  |
| --- |
| **En bref,** les objectifs de la phase de réflexion et de co-construction sont :   * D’approfondir les thèmes sélectionnés lors de la phase préliminaire ; * De préparer des pistes de solution ou d’amélioration qui permettront : à des habitants de gérer la continuité par eux-mêmes ; * De préparer une présentation pour un événement collectif ; afin de valider en collectivité les pistes proposées, de créer plus d’implication dans les groupes responsables et d’annoncer la suite des programmes d’activités. |

### **Action et communication** :

Après l’étape collective réalisée, il convient de communiquer aux intéressés (habitants de toute la zone concernée) les résultats obtenus au travers de tout le travail effectué. Ainsi, est un rapport annuel sur les résultats obtenus à tous les habitants de la Commune ;

* Thématiques importantes pour les habitants (résultats de l’écoute) ;
* Connaissances approfondies des thématiques (résultats de la phase de réflexion commune) ;

### Organisation par public :

L’expérience tend à montrer que le travail social doit s’organiser par publics cibles, dans le sens que des étapes de vies particulières demandent des connaissances et compétences particulières également. Agir avec un senior de plus de 80 ans n’est pas pareil que de s’approcher d’un jeune de 13 ans. Cette méthodologie propose donc de traiter de manière différenciée les tranches d’âges suivantes[[23]](#footnote-23), ainsi que la thématique de l’intégration :

* L’enfance (0 à 4 ans) ;
* Les jeunes (5 à 24 ans) ;
* Les familles (25 à 54 ans) ;
* Les seniors (55 à 74 et 75 à plus)

Pour assurer ce traitement différencié, le service de la Cohésion Sociale veut créer une manière de travailler avec tous ses publics - sans privilégié aucun âge spécifique, mais au contraire en voulant assurer une politique des âges dévouée égalitairement aux jeunes, familles, seniors ou aux personnes liées à la thématique de l’intégration.

Cet aspect de la méthodologie est résolument novateur. L’histoire du travail social a beaucoup évolué ces 20 dernières années. D’un penchant presque unilatéral au sein du canton de Vaud à une tendance de se définir par une orientation vers un public jeune (5 à 25 ans). N’avons-nous pas observé ces 20 dernières années un nombre incalculable de développement de services communaux dédiés à la jeunesse [[24]](#footnote-24)? Aujourd’hui, même si nous constatons que ces services s’orientent définitivement vers la cohésion sociale (plus qu’un public spécialisé), peu d’entre eux s’occupent réellement des familles, des seniors ou des migrants de manière égalitaire. Existe-t-il beaucoup de délégués seniors dans le canton ?

**En bref** : cette méthodologie veut mettre sur pied une politique d’action sociale des âges (selon les étapes de vies proposées) en lien avec une orientation spécifique de la thématique de l’intégration.

# Organisation du SCS :

Afin d’opérationnaliser au mieux cette politique de cohésion sociale des âges et de l’intégration, le service de la cohésion sociale veut mettre en place un système de références novatrices qui propose 5 postes de « référents » pour les publics identifiés par tranches d’âges spécifiques et pour la thématique particulière de l’intégration :

* Un référent du secteur « enfance » (0 à 4 ans) ;
* Un référent du secteur « jeunes » (5 à 24 ans) ;
* Un référent du secteur « familles » (26 à 54 ans) ;
* Un référent du secteur « seniors » (55 à 74 et 75 à plus) ;
* Un référent du secteur « intégration ».

Ces *référents* (voir la description plus bas) sont des acteurs ayant un pied dans le terrain et un autre dans l’administration, avec un cahier des charges de chefs de projets. Chacun d’eux possèdent 80% de forces de travail répartis ainsi :

* 30% (0.3 EPT) spécifiquement dédiés aux phases de la méthodologie « Cause commune » ;
* 50% (0.5 EPT) dédiés à la gestion usuels des projets du service.

Ces référents de secteurs forment un étage hiérarchique intermédiaire entre la direction du service et les professions opérationnelles terrains de l’animation et de l’éducation (possédant eux-mêmes un pied dans la gestion de projet et l’autre dans les activités terrain).

Voici l’organigramme actualisé voulu pour opérationnaliser la méthodologie :

En jaune : les postes à créer.

En vert  : les postes à adapter.

En blanc : les postes qui ne changent pas.

L’adaptation du service actuel à cet organigramme demande les adaptations suivantes :

Au niveau de la direction : L’idée principale de ce projet étant de créer des postes de « référents » délégués à différents publics[[25]](#footnote-25): il faut assurer une dynamique d’action transversale au sein de l’équipe d’animation, afin de favoriser un travail général de type intergénérationnel. Ainsi, le rôle clé de la *coordinatrice* est d’assurer suffisamment de co-construction au sein de l’équipe pour que tous ses membres puissent travailler en bonne collaboration en ayant de très bonnes connaissances des activités de chacun.

Pour ce faire, par sa supervision et sa coordination de tous les *référents*, elle favorise et contribue à la génération d’un rythme commun à toute l’équipe (basée sur les différents cycles énoncés), pour réaliser et lier les étapes *d’écoute, de réflexion et de co-construction* et *d’action et de communication*. Cette fonction demande non seulement une grande expérience d’animation, de formation et de supervision d’équipe, mais également une expérience spécifique des actions intergénérationnelles et de l’intégration.

Ce poste est à créer. Mais la personne présupposée est déjà engagée en tant que référente familles et jeunesses à 60% en la personne de Monique Chevallay Piguet[[26]](#footnote-26).

Au niveau des référents de secteurs : Un référent est une personne en charge d’un secteur particulier de part sa spécialisation dans le domaine en question. Il est donc le lien officiel à un public ou une thématique particulière. Tous les référents ont un ancrage « généraliste » dans l’animation socioculturelle (de formation universitaire ou d’une Haute Ecole[[27]](#footnote-27)) et une spécialisation dans un domaine particulier (enfance, jeunesse, familles, seniors ou encore l’intégration). Ils sont également responsables de capitaliser le travail « terrain » dans un langage technique et administratif pour communiquer avec le service et la Commune, ainsi que les chercheurs et autres acteurs impliqués dans le projet (établissement de rapports, analyse de documents, gestion de budgets, planification, etc.). Bien entendu, tous ont des capacités propres au travail intersectoriel et pluridisciplinaire.

Les développements nécessaires à l’établissement de tous les postes de référents :

1. L’actuelle adjointe à l’Enfance à 90%, Madame Natacha Mayor, devient « référente enfance» à 90% (+0 EPT) ;
2. L’actuel travailleur social de proximité à 70%, Monsieur Cédric Venetz, devient « référent jeunes » à 80% (0.1 EPT);
3. Un-e « référent-e familles » est engagé-e à 80% (+ 0.8 EPT);
4. L’actuel adjoint administratif à 70%, Monsieur Gilles Cotton, devient « référent seniors » et obtient 10% de plus pour majorer son poste à un taux équivalent à 80% (+0.1 EPT);
5. Un-e « référent-e intégration » est engagé-e à 80% (+0.8EPT).

Au niveau des responsables opérationnels :

1. L’animatrice ASC à 80% dédie 30% relatif à la gestion de Cause Commune (+0 EPT) ;
2. Les 4 responsables des structures pré et parascolaire reçoivent respectivement 5% de forces de travail chacune pour suivre le projet (+ 0.2 EPT).

**En bref**, ces adaptations se résument comme telles :

Au niveau des référents :

1. Créations de 3 postes additionnels de référents des publics et de la thématique concernée ;
2. Addition de 140% de forces de travail (1.4 EPT) pour assurer les 4 postes de référents de secteur et la gestion à 30% du projet « Cause Commune ».

Au niveau des responsables opérationnels :

1. Aditions de 50% de forces de travail ;
2. Aucune transformation ou création de poste nécessaire.

# Coordination :

# Budget annuel :

**Pour la Commune**

|  |
| --- |
| RH communal   * Tous les nouveaux postes et aménagements de forces RH ; |
| Structures   * Réunion collective annuelle ; * Locaux pour toutes les rencontres des groupes de réflexions ; |
| Frais fonctionnement   * Repas, apéritifs, etc. * Soutien aux projets ; |
| Communication   * Tous ménages annuel : CHF 8'000.- * Articles dans l’Actu ; * Articles sur le site Internet ; |
|  |
|  |
|  |
|  |

**Pour l’Unil**

|  |
| --- |
| RH Unil |
| Structures |
| Frais fonctionnement |
| Communication   * Articles * Journaux (internes, externes) |
|  |
|  |
|  |
|  |

# Bibliographie :

Alinsky, S. (1946). *Reveille for Radicals*. Chicago, IL: Vintage Books.

Doucet, L., et Favreau, L. (dir.). (1992). *Théorie et pratique en organisation communautaire*. Sainte-Foy, France: Presses de l’Université du Québec.

Freire, P. (2013). *Pédagogie de l’autonomie*. Toulouse, France: Editions Erès.

Institut Thépohraste Renaudot (2001). *Pratiquer la santé communautaire : de l’intention à l’action,* Lyon : Chronique Sociale.

A. Genton, Y. Boggio, C. Cherpit (2008). *Rapport de recherche « Quartiers Solidaires » : exploration d’un défi communautaire*. Mandaté par la Fondation Leenaards.

J.-P. Fragnière (2013). *Une politique des âges et des générations*. À la Carte, Sierre, Suisse.

Lalive d’Epinay C., et Bickel J.-F. (2003). « *Do ‘‘young-old’’ exercisers feel better than seden- tary persons? A cohort study in Switzerland »*. Canadian Journal on Aging, 22(2), 155–165.

Le Bossé Y. (2003). « *De l’habilitation au pouvoir d’agir: vers une appréhension plus circonscrite de la notion d’empowerment*». Nouvelles Pratiques Sociales, 16(2), 30–51.

Lambelet A. (2015). « Faire de la philanthropie stratégique. Etude des transformations des discours et des pratiques dans une fondation privée en Suisse ». *Mondes ethnographiques*, no 30, [en ligne] [http://www.ethnographiques.org/2015/Lambelet](http://?), consulté le 2 janvier 2017.

Plattet, A., (2016) in, Hémisphère N’9 (p. 20) : *La nouveauté en mutation* – Dossier, publié le 14 Juillet 2016, HES-SO.

Plattet, A., (2017), « La recherche-action avec les seniors », *Actualité Sociale* (n’66, p.10).

Plattet, A., (2014), « Quartiers Solidaires, oser le pari communautaire », Journal Quartiers Solidaires (numéro 1), *Pro Senectute Vaud.*

Plattet, A., Zwygart, M., Hugentobler, V., « Quartiers Solidaires », une méthodologie d’action communautaire », *Retraite & Société* (à paraître, en 2018).

Plattet, A., Zwygart, M., Goy, R., “Quartiers Solidaires”, une méthodologie d’action communautaire, Edition de l’Ecole d’Enseignement Supérieur (EESP, à paraître en 2019).

O’Neill G., Morrow-Howell N., & Wilson S. F. (2011). Volunteering in later life: from disengagement to civic engagement. In R. A. Settersten, & J. R. Jacqueline (Eds.), *Handbook of sociology of aging* (pp. 333–350). New York, NY: Springer.

Politique cantonale vieillissement et santé », Rapport du comité d’experts, [en ligne], [http://www.vd.ch/fileadmin/user\_upload/themes/sante\_social/services\_soins/rapport\_version\_finale-11janv2012.pdf](http://?), consulté le 2 janvier 2017.

Viriot Durandal J.-P., Raymond E., Moulaert T. & Charpentier M. (dir.) (2015). *Droits de vieillir et citoyenneté des aînés. Pour une perspective internationale.* Presses de l’Université du Québec.

Zwygart M., Plattet A., Spini D., *«*Neighborhood in Solidarity*:* A community development methodology that emerged throughout an action research experience *»,* *Action Research* [en ligne] DOI: [http://dx.doi.org/10.1177/1476750316666935](http://?), consulté le 8 novembre 2016.

Zwygart M., Plattet A., Ammor S., “The Developpment of a Neighborhood in Solidarity” in Switzerland, *Journal of Gerontological Social Work* (Volume 60, 2017 –Issue 6-7). Voir : [http://www.tandfonline.com/doi/full/10.1080/01634372.2017.1340386?scroll=top&needAccess=true](http://?)

# Annexes

1. Et le conseil communal, en suivant l’avis d’une commission ad hoc, votera un plafond à 70 millions (24heures 18.02.2017) : [https://www.24heures.ch/vaud-regions/lausanne-region/afflux-detudiants-grimacer-chavannes/story/15539263](http://?) [↑](#footnote-ref-1)
2. A ce propos, les projets se sont surtout orientés vers un public « jeunes » (8 à 25 ans). La logique suivie à ce niveau par l’animateur de proximité, Monsieur Cédric Venetz, a été ancrée dans la même culture que celle proposée dans le présent document. Le travail réalisé à ce niveau est donc une très bonne base sur laquelle la suite du travail pourra prendre place et cela en parfait accord avec la personne concernée. [↑](#footnote-ref-2)
3. Conclusion exposée par l’équipe « animation » du service de la cohésion sociale, dans un colloque extraordinaire de bilan sur les années 2016-17 (juin, 2017). Colloque qui avait pour but de témoigner au nouveau chef de service la réalité « terrain » vécue au fil des années précédant son arrivée. [↑](#footnote-ref-3)
4. Point de vue partagé par le chef du service de l’Urbanisme, Monsieur Claude Deatwyler, qui est le témoin depuis plus de 20 ans de l’évolution du service social vis-à-vis de son dicastère. [↑](#footnote-ref-4)
5. Voir : [↑](#footnote-ref-5)
6. On entend par délivrables : différents travaux produits finalisés à des temps déterminés de la démarche (rapports, comptes rendus, procès-verbaux, films, ouvrages, etc.). [↑](#footnote-ref-6)
7. Voir ([http://www.chavannes.ch/Modules/Municipalite/Documents/Lignes\_directrices\_2016-2021.pdf](http://?)) : *Lignes directrices pour la législature 2016-2021* de Chavannes-près-Renens (p.3) : les objectifs du vivre ensemble. [↑](#footnote-ref-7)
8. Voir dans la bibliographie les 7 différents articles scientifiques parus dont il est l’auteur (suite à l’application de plus de 25 projets communautaires au sein de 17 communes vaudoises, relatif à un total d’habitants concernés de plus de 40'000 personnes). [↑](#footnote-ref-8)
9. « La chance des quartiers », de Y. Pedrazzini, P. Rossel et M. Bassand 1994 et « La signification affective du quartier, K. Noschis, 2011 » (p.26). [↑](#footnote-ref-9)
10. Voir : [http://www.sagw.ch/fr/sagw/veranstaltungen/vst-2016-sagw/vst16-ne/generationenprojekte/Follow-up.html](http://?) : Rapport du colloque «Vivre ensemble – Les bénéfices de l’engagement intergénérationnel de la société civile pour les communes et les villes», Académie Suisse des sciences humaines et sociales, 14 septembre, 2016. [↑](#footnote-ref-10)
11. Le cœur du pari relevé par l’approche « Cause Commune » vise àplacer le lien social au centre des objectifs et de le développer au moyen d’un processus d’accompagnement de proximité d’une durée déterminée qui prévoit *in fine* l’autonomisation des habitants-citoyens et le retrait des professionnels. Cette méthodologie postule que s’il existe une vie communautaire suffisamment riche dans les quartiers, celle-ci permettra le renforcement de la cohésion sociale, l’émergence de lieux de rencontre et le développement d’activités diversifiées qui induiront de nombreux effets positifs sur la qualité de vie, non seulement des plus engagées, mais également de ceux qui profiterons des activités réalisées ou qui bénéficieront des effets indirects de la démarche (un quartier où l’on se dit « bonjour », un quartier qui se veut vivant et non « dortoir », un quartier qui fait parler de lui, etc.). [↑](#footnote-ref-11)
12. Voir : [↑](#footnote-ref-12)
13. La Commune prend le parti de considérer que les habitants sont les mieux placés pour décrire et exprimer l’évolution sociale qui les affecte, la façon dont ils se situent et les attentes dont ils sont les porteurs. Il convient alors de sortir des murs institutionnels et d’aller à leur rencontre, là où ils vivent, pour recueillir leur expression. S’inspirant de différents auteurs (Alinsky, 1946 ; Doucet & Favreau, 1992 ; Freire, 2013 ; Renaudot, 2001), cette méthodologie d’animation socioculturelle veut favoriser une action communale en se basant sur le concept de « recherche-action » et de « co-construction ». L’originalité et l’innovation de cette méthodologie ne se trouve pas dans l’établissement de concepts fondamentaux d’actions communautaire mais dans son application en faveur d’un public vaudois du début du XXIe siècle. [↑](#footnote-ref-13)
14. Voir : [↑](#footnote-ref-14)
15. Il est à noter ici que les activités de recherche seront financées en principe de manière indépendante du budget de la commune de Chavannes-Renens. Par ailleurs, si le leadership du processus est clairement de la responsabilité de la commune, les chercheurs impliqués dans le processus demandent à pouvoir publier les résultats de leur recherche de manière indépendante. D’éventuelles modalités de droit d’information anticipée à toutes les étapes de la recherche (projet, mesures, résultats, publications) ou toute autre forme de droit de regard respectant la liberté académique des chercheurs à la commune peuvent être discutés. [↑](#footnote-ref-15)
16. La qualité sociale a été définie par un groupe de chercheurs européens (Beck, Van der Maesen, Walker, 1997) comme les conditions sociales qui permettent le développement durable des individus dans leur contexte social. La qualité sociale inclut quatre dimensions: la *sécurité économique* qui se réfère aux conditions matérielles qui permettent aux individus d’avoir des perspectives et confiance en leur avenir ; la *cohésion sociale* qui se réfère aux liens entre habitants et groupes ; l’*inclusion sociale* qui se réfère à la manière dont les individus et les groupes sont inclus ; et la *capacité sociale d’agir* (« empowerment ») qui se réfère aux conditions qui facilitent la participation de la population à leur société. [↑](#footnote-ref-16)
17. Il prend connaissance de l’historique des quartiers d’une zone donnée et de la configuration actuelle de ses habitants et différentes thématiques qui le caractérisent. Il produit alors un rapport lié à sa population (voir chapitre organisation du SCS), afin de proposer et d’expliciter pourquoi un tel groupe d’habitants d’un quartier particulier devrait-être priorisé. Ces rapports d’années en années pourront-être utilisés pour étoffer les communications et différents écrits sur la vie sociale de Chavannes-près-Renens. [↑](#footnote-ref-17)
18. Principaux concepts des déterminants sociaux de la santé selon l’Organisation Mondiale de la Santé : [http://www.who.int/social\_determinants/thecommission/finalreport/key\_concepts/fr/](http://?) [↑](#footnote-ref-18)
19. Synthèse de l’actualité sociale vaudoise, Laure Kaeser, Département de la santé et de l’action sociale, 2017 : [http://www.publidoc.vd.ch/guestDownload/direct/Rapport\_social\_Version\_en\_ligne.pdf?path=/Company%20Home/VD/CHANC/SIEL/antilope/objet/CE/Communiqu%C3%A9%20de%20presse/2017/08/637766\_Rapport\_social\_Version\_en\_ligne\_20170831\_1347262.pdf](http://?) [↑](#footnote-ref-19)
20. Voir : [↑](#footnote-ref-20)
21. Le rapport de recherche, *« Quartiers Solidaires » : exploration d’un défi communautaire*, réalisé par A. Genton, Y. Boggio et C. Cherpit et mandaté par la Fondation Leenaards (2008), propose une description de ces compétences spécifiques chez les chercheurs et habitants (pp.31 à 34). En résumé, pour les professionnels : pouvoir gérer un groupe avec du recul sur ses attentes, savoir être patient, disposition à « surfer l’imprévisible », qualité d’élocution et pouvoir résider hors des idées préconçues. Pour les habitants : capacité d’organisation, confiance en soi, savoir d’écoute, capacité d’ouverture et autonomie croissante vis-à-vis de l’animateur. [↑](#footnote-ref-21)
22. Plus loin sont décrites les « tranches d’âges » définies par la méthodologie pour atteindre tous les publics des quartiers choisis. L’important ici, est de comprendre qu’à cette étape du travail (la réflexion), il est toujours utile et nécessaire de travailler de manière indépendante entre les groupes. En effet, il est reconnu qu’avant de se d’imaginer un travail en commun entre tous les groupes, ceux-ci doivent impérativement prendre confiance entre pairs pour ensuite pouvoir imaginer dédier une partie de leurs implications avec d’autres groupes et publics. Une manière de dire que l’intergénérationnel se crée et ne se décrète pas. [↑](#footnote-ref-22)
23. Notons ici que cette segmentation des étapes de vie s’inspire des 5 âges de la vie proposés par Jean-Pierre Fragnière dans son ouvrage « Une politique des âges et des générations », 2013, À la Carte, (pp. 107-108). [↑](#footnote-ref-23)
24. Voir article écrit par Plattet, A. intitulé « Quartiers Solidaires, oser le pari communautaire », journal « Quartiers Solidaires » (numéro 1, avril 2014), Pro Senectute Vaud. Egalement online : [https://www.quartiers-solidaires.ch/data/documents/Actualites/QS\_journal\_N1.pdf](http://?) [↑](#footnote-ref-24)
25. Eux-mêmes différenciés par les tranches d’âges des étapes de vie de l’enfance (0 à 4 ans), de la jeunesse (4 à [↑](#footnote-ref-25)
26. Sa formation et ses expériences passées sont une plus-value déterminante pour le projet (voir son CV en annexe du projet). [↑](#footnote-ref-26)
27. Ou une expérience équivalente dans le domaine. [↑](#footnote-ref-27)